

N° 12515*03

Formulaire obligatoire

Art 49 septies YO de l'annexe III au CGI



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CRÉDIT D'IMPÔT APPRENTISSAGE
(Article 244 quater G du code général des impôts)
Au titre de l'année civile.....¹

Exercice clos le

Dénomination de l'entreprise		N° Siret :
Adresse		
Nom et adresse personnelle de l'exploitant pour les entreprises individuelles		

SOCIÉTÉ BÉNÉFICIAIRE DU RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS *

Dénomination de la société mère		N° Siret :
Adresse		

ENTREPRISE PORTANT LE LABEL « ENTREPRISE DU PATRIMOINE VIVANT » *

- Date du dépôt de la demande d'octroi du label « entreprise du patrimoine vivant » :	
- Date d'octroi du label « entreprise du patrimoine vivant » :	

I - DÉTERMINATION DU NOMBRE D'APPRENTIS OU D'ÉLÈVES
A - DÉTERMINATION DU NOMBRE MOYEN ANNUEL D'APPRENTIS²

Répartition du nombre d'apprentis employés depuis au moins 1 mois en fonction du nombre de mois de présence dans l'année ³		
Nombre d'apprentis (1)	Nombre de mois de présence (2)	Total (col 1 x col 2) (3)
	1 mois	
	2 mois	
	3 mois	
	4 mois	
	5 mois	
	6 mois	
	7 mois	
	8 mois	
	9 mois	
	10 mois	
	11 mois	
	12 mois	
Nombre annuel moyen d'apprentis <i>(total colonne 3/12)</i>	1	

Répartition du nombre d'apprentis ayant un statut spécifique employés ⁴ depuis au moins 1 mois en fonction du nombre de mois de présence dans l'année ³		
Nombre d'apprentis dont le statut spécifique ouvre droit à un crédit d'impôt majoré (4)	Nombre de mois de présence (5)	Total (col 4 x col 5) (6)
	1 mois	
	2 mois	
	3 mois	
	4 mois	
	5 mois	
	6 mois	
	7 mois	
	8 mois	
	9 mois	
	10 mois	
	11 mois	
	12 mois	
Nombre annuel moyen d'apprentis ayant un statut spécifique <i>(total colonne 6/12)</i>	2	

* Cocher la case

¹ Préciser l'année civile concernée.

² Cette condition s'apprécie au 31 décembre de l'année civile au titre de laquelle le crédit d'impôt est calculé

³ Tout mois commencé est comptabilisé comme un mois entier.

⁴ Relève de cette catégorie :

- l'apprenti bénéficiant d'un accompagnement personnalisé (article L 322-4-17-2 du code du travail) ou apprenti handicapé (article L323-10 du code du travail)
- l'apprenti employé par une entreprise portant le label "Entreprise du patrimoine vivant" au sens de l'article 23 de la loi du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises
- l'apprenti ayant signé un contrat d'apprentissage dans les conditions prévues à l'article L337-3 du code de l'éducation ou à l'issue d'un contrat de volontariat pour l'insertion mentionné à l'article L 130-1 du code du service national

B - DÉTERMINATION DU NOMBRE D'ÉLÈVES EN STAGE DANS LE CADRE DU PARCOURS D'INITIATION AUX MÉTIERS

(À servir dans le cas où l'entreprise accueille des apprentis dans le cadre du parcours d'initiation aux métiers prévu à l'article L 337-3 du code de l'éducation)

Nombre d'élèves accueillis (1)	Nombre de semaines de présence (2)	Total (col 1 x col 2) (3)
	1 semaine	
	2 semaines	
	3 semaines	
	4 semaines	
	5 semaines	
	6 semaines	
	7 semaines	
	8 semaines	
	9 semaines	
	10 semaines	
	11 semaines	
	12 semaines	
	13 semaines	
	14 semaines	
	15 semaines	
	16 semaines	
	17 semaines	
	18 semaines	
	19 semaines	
	20 semaines	
	21 semaines	
	22 semaines	
	23 semaines	
	24 semaines	
	25 semaines	
	26 semaines	
		3

II - DÉPENSES DE PERSONNEL AFFERENTES AUX APPRENTIS (ne mentionner que les rémunérations et charges sociales des apprentis)

Rémunérations et accessoires	4	
Charges sociales correspondantes aux rémunérations et accessoires	5	
Subventions publiques	6	
Total (ligne 4 + 5 - 6)	7	

III - DÉTERMINATION DU MONTANT DU CRÉDIT D'IMPÔT APPRENTISSAGE

Crédit d'impôt pour l'accueil des apprentis (ligne 1x 1600 €)	8	
Crédit d'impôt majoré pour l'accueil des apprentis ayant un statut, une qualification ou un contrat spécifique (ligne 2x 2200 €)	9	
Crédit d'impôt de l'entreprise (total des lignes 8 et 9 dans la limite du montant indiqué ligne 7)	10	
Crédit d'impôt pour l'accueil d'élèves dans le cadre du parcours d'initiation aux métiers (ligne 3 x 100 €)	11	
Quote part du crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou assimilées (servir le tableau cadre IV.A)	12	
Montant total du crédit d'impôt (somme des lignes 10+11+12)	13	

IV - PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS DE PERSONNES

A - CADRE À SERVIR PAR LES ENTREPRISES DÉCLARANTES QUI DÉTIENNENT DES PARTICIPATIONS DANS DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS

Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés n° SIRET (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt
TOTAL		14

B - CADRE À SERVIR PAR LES ASSOCIÉS QUI DÉTIENNENT DES PARTICIPATIONS DANS DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS⁵

Nom et adresse des associés et n° SIRET (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt
TOTAL		15

V - UTILISATION DU CRÉDIT D'IMPÔT

Entreprises individuelles : reporter le montant déterminé ligne 13 sur la déclaration n° 2042 C

Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés : montant du crédit d'impôt à reporter sur le relevé de solde n° 2572 :

VI - DEMANDE DE REMBOURSEMENT DE LA CRÉANCE (à compléter uniquement par les sociétés qui procèdent au paiement par téléversement de l'impôt sur les sociétés)⁶

Montant de la créance dont le remboursement est demandé : €

A _____ date et signature

VII - CADRE RÉSERVÉ AU COMPTABLE DES IMPÔTS

Date du remboursement de la créance : _____ Cachet et signature du comptable des impôts

Montant du remboursement :

Date de saisie :

N° d'opération du remboursement :

N° d'opération mise à jour de la créance :

N° de R.I.B. :

La charte du contribuable : des relations entre l'administration fiscale et le contribuable basées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité. Disponible sur www.impots.gouv.fr et auprès de votre service des impôts

⁵ Seuls les associés personnes morales ou associés personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° bis du I de l'article 156 du CGI peuvent faire valoir leur part dans le crédit d'impôt. Le montant global déterminé est réparti entre tous les associés, mais seuls ceux cités ci-avant peuvent prétendre au bénéfice de ce crédit d'impôt. Dès lors, le total de la répartition entre les associés peut être différent du montant déterminé ligne 13.

⁶ Les autres sociétés effectuent la demande de remboursement page 1 du relevé de solde d'impôt sur les sociétés n° 2572 cadre demande de remboursement de créances fiscales.